

Droit, économie, gestion, mention droit public, spécialité droit, santé, éthique (activités de la santé et du social)

RNCP11368 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	120
Code(s) ROME	K1903, K1901, C1109, K1403, K1401
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Université Rennes I

<http://www.univ-rennes1.fr>

Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) (Rennes)

<http://www.ehesp.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le master, spécialité Droit, santé, Éthique (Activités de la santé et du social) permet aux étudiants et aux professionnels de bénéficier d'une formation globale sur les activités du secteur de la santé et du secteur social et médico-social (aspects juridiques, économiques, et sociaux) à travers un tronc commun à deux parcours.

- Le parcours Droit des établissements et des professionnels de santé a pour objectif de former des juristes spécialisés en Droit de la santé capables de développer des activités de conseil, d'encadrement, de direction et de contrôle et de permettre aux professionnels du champs de la santé d'appréhender les décisions et les procédures qui conditionnent leurs activités.
- Le parcours Droit des établissements sociaux et médico-sociaux a pour objectif de former des juristes spécialisés en matière d'aide et d'action sociale capables de développer des activités de conseil, de direction de structures et d'encadrement, de contrôle dans le champ sanitaire et social.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du master, spécialité Droit, santé, éthique (Activités de la santé et du social) de l'université de Rennes 1 a compétence pour :

- Utiliser les outils du conseil et du contentieux en droit médical et hospitalier, en droit sanitaire et social
- Garantir le respect des règles d'exercice des professions de santé
- Garantir le respect des droits des usagers du système de santé
- Repérer et prévenir les conflits entre usagers et établissements, patients et professionnels de santé
- Développer les techniques et outils de la mise en œuvre des politiques sociales et de santé (particulièrement auprès du secteur associatif et des collectivités territoriales mais aussi des services déconcentrés de l'Etat et des agences régionales)
- Accompagner les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux dans leurs démarches : contractualisation, évaluation, certification, coopération, planification
- Assurer la veille juridique en droit de la santé, en droit sanitaire et social
- Accompagner les employeurs publics et privés dans leurs démarches de recrutement
- Rédiger, modifier et assurer le suivi des contrats liant la structure avec différents partenaires (contrat

d'hospitalisation, contrat de travail, contrat d'assurance, contractualisation interne, contrat de séjour) et les différents règlements intérieurs des établissements.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le master, spécialité Droit, santé, éthique (Activités de la santé et du social) a pour objectif de former des juristes spécialisés en Droit de la santé et en droit sanitaire et social capables de développer des activités de conseil de contrôle, de direction ou d'encadrement.

Les compétences juridiques seront exercées auprès d'établissements publics ou privés de santé, sociaux ou médico-sociaux, de structures de représentation des professions de santé, de cabinets d'avocats, d'entreprises d'assurances, dans des organismes de formation et de consultation en santé, dans des organismes d'édition, en santé, auprès du secteur associatif, des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'Etat.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Ce professionnel peut prétendre aux emplois suivants :

- Juriste en droit de la santé ou en droit sanitaire et social
- Avocat en droit de la santé ou en droit des activités sanitaires et sociales
- Consultant en droit de la santé ou en droit des activités et établissements du secteur sanitaire et social
- Juriste auprès des conseils des ordres des professions de santé
- Juriste auprès d'entreprises d'assurances (assurances médicales, assurances hospitalières, assurances professionnelles ou de personnes)
- Directeur d'hôpital ou d'un établissement de santé privé
- Directeur ou cadre en établissement sanitaire et social
- Directeur ou cadre en établissement médico-social
- Attaché d'administration hospitalière
- Responsable d'organisme de sécurité sociale
- Cadre dans un organisme de sécurité sociale
- Chargé de mission en agence régionale d'hospitalisation
- Attaché d'administration territoriale
- Inspecteur de l'action sanitaire et sociale
- Responsable d'un service contentieux dans un établissement de santé
- Journaliste en droit de la santé
- Formateur en droit de la santé

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 258 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) QBX01 — Gestionnaires de la banque et de l'assurance · tension 3/5 (Modérée)

Projets de recrutement (BMO 2026)	6 891
Jugés difficiles à recruter	37 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit QBX01 — Gestionnaires de la banque et de l'assurance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1

COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition du jury votée par l'Université de Rennes 1.

Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP29887

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Université Rennes 1

Faculté de droit et de science politique

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/11368/>